

**Marché à Procédure Adaptée
Accord cadre à Bons de commande**

Acquisition d'Unités centrales de traitement et ses périphériques

En application du Code de la commande publique, articles L2123-1, R2123-1 à R2123-8

Cahier des charges Techniques Particulières

Ministère de l'Intérieur
Préfecture de la région de Guyane _ service de l'État
Représenté par M. le Préfet de la Région de Guyane
Rue Fiedmond - CS 5708
97307 Cayenne Cedex

Direction territoriale de la police nationale en Guyane,
représentée par Monsieur NUSSBAUM Christian

Numéro de la consultation : 2025M012

Code CPV :30213300-8 Ordinateurs de bureau

Le présent Cahier des charges technique particulières comporte 7 pages

Article .1. Objet de la consultation.....	3
Article .2. Contexte général, livraison des marchandises.....	3
2-1 Le contexte environnement – Livraison.....	3
Article .3. Définition des produits – Variantes.....	3
3-1 Définition technique du produit.....	3
3-1 Variantes.....	3
Article .4. Allotissement.....	4
Article .5. Modifications de références en cours de marché.....	4
Article .6. Clause environnementale loi AGECE.....	4
Article .7. Substitutions en cas d'indisponibilité justifiée.....	4
7-1 Substitution en cas d'apparition de produits innovants et/ou écologiquement plus respectueux de l'environnement.....	5
Article .8. Commandes.....	5
Article .9. Durée du marché.....	5
10-1 Responsabilité du titulaire.....	5
Article .10. Suivi du marché.....	6
Article .11. Commandes produites par l'acheteur.....	6
Article .12. Confidentialité.....	6
Article .13. Pilotage du Marché.....	7
Article .14. Dérogation aux documents généraux.....	7

Article .1. Objet de la consultation

Les stipulations du présent CCTP concernent l'achat et la livraison d'unités centrales de traitement pour ordinateur de bureau pour les services de la Direction Territoriale de la Police Nationale de Guyane (DTPN). Le marché inclus la livraison et la documentation technique y afférente.

Article .2. Contexte général, livraison des marchandises

2-1 Le contexte environnement – Livraison

Dans le cadre de la modernisation de ses moyens informatiques, la Direction territoriale de la police nationale de Guyane (DTPN) a engagé un vaste programme de renouvellement de son parc informatique.

L'obsolescence du matériel actuellement en service, conjugué à l'évolution constante des logiciels métier de la police nationale rend indispensable la mise à niveau des équipements et des outils informatiques afin de garantir la continuité et l'efficacité du service public.

Afin de répondre à ces besoins, la DTPN envisage la mise en place d'une méthode de passation de marché à procédure adaptée, (MAPA). Cette démarche se traduira par la conclusion d'un accord cadre à bons de commande, permettant de planifier et d'ajuster les acquisitions selon les besoins opérationnels constatés.

- Site de livraison SGAP 10 Av Gustave Charlery 97300 Cayenne
- Pas de minimum
- Un maximum de 143 000,00€
- durée un an ferme non renouvelable

Article .3. Définition des produits – Variantes

3-1 Définition technique du produit

Unités centrales de traitement mini dont les spécificités techniques sont :

- Environnement Windows 11 pro
- Processeur I5
- 16 GO
- 512 SSD
- Garantie totale du matériel de 2 ans
- 3 USB
- 1 HDMI
- 1 VGA
- Périphérique : Clavier souris filaire

3-2 Variantes

Les produits livrés seront conformes aux spécifications demandées.

Les candidats ont la possibilité de présenter des variantes facultatives susceptibles d'avoir un intérêt technique dans le cadre de ce marché. Les solutions en variantes libres doivent être détaillées

autant en termes de prix que de technicité. La présentation de variantes administratives n'est pas autorisée.

Obligation est faite à chaque candidat, sous peine de nullité de son offre, de remettre une proposition absolument conforme à la solution de base telle que décrite dans le dossier de consultation.

A défaut, l'offre sera considérée irrégulière au sens des articles L2152-1 et L2152-2 du Code de la commande publique, et pourra donc être écartée par le pouvoir adjudicateur sans être analysée.

Chaque candidat pourra proposer une ou plusieurs variantes qui, toutefois, ne seront examinées que dans la mesure où il aura répondu à la solution de base.

Les variantes ne doivent pas donner lieu à des prestations dont les caractéristiques ne respecteraient pas les exigences minimales du Cahier des Charges pour la solution de base.

Seules seront acceptées les offres portant sur du matériel reconnues sur le marché.

Article .4. Allotissement

- La structure du marché et les besoins ne permettent pas l'allotissement

Article .5. Modifications De Références En Cours De Marché

Le titulaire s'engage à livrer les mêmes références de produits indiquées sur son offre initiale pendant toute la durée du marché. Toutefois, en cas d'arrêt de production d'une référence ou d'une marque, un produit de qualité équivalente est proposé par le titulaire. Le prix HT du nouveau produit ne pourra être supérieur au prix HT initial du produit figurant au marché.

Article .6. Clause environnementale loi AGEC

Le titulaire veille à l'optimisation des volumes d'emballage utilisés : réduction Et absence ou de suremballage. Les matériels répondent aux exigences minimales suivantes :

- Une consommation énergétique économe
- Une capacité de recyclage des matériels et d'utilisation de matériaux recyclés (notamment de plastique recyclé)
- Une réduction des polluants et des substances toxiques
- Une exclusion des substances cancérigènes et des métaux lourds
- Un faible rayonnement électromagnétique

Article .7. Substitutions En Cas D'indisponibilité Justifiée

Le titulaire peut, pendant la durée de validité du marché informer l'acheteur de l'indisponibilité définitive de l'article (changement de gamme, arrêt de commercialisation, changement de référence, évolution technologique des produits...).

Il peut, dans ce cas, substituer à cet article de nouveaux produits à la condition que les besoins exprimés initialement ne soient pas modifiés et qu'il s'agisse de produits similaires offrant des capacités, des performances et des fonctionnalités au moins équivalentes à la proposition initiale. L'article de substitution devra être proposé à un prix inférieur ou égal à celui de l'article initial.

Le titulaire doit communiquer à l'acheteur :

- La nature du changement intervenant entre les deux produits ;
- Le nom, la référence et le prix HT du produit remplacé et du nouveau produit ;
- Toutes données techniques et financières utiles permettant à l'acheteur d'apprécier le nouveau produit.

La substitution est une possibilité que l'acheteur se réserve le droit d'accepter ou non. Dans tous les cas il notifie sa décision au titulaire. Si l'acheteur accepte la substitution du nouvel article ce dernier se substitue au produit initial présenté à la date de validation par l'acheteur sans qu'il y ait besoin d'établir un avenant.

En cas d'impossibilité pour le titulaire de substituer le produit indisponible, l'acheteur pourra s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur. La différence de coût qui en résultera pourra être mise à la charge du titulaire défaillant sans que celui-ci ne puisse relever de réclamation sur ce point.

7-1 Substitution en cas d'apparition de produits innovants et/ou écologiquement plus respectueux de l'environnement

Le titulaire du marché s'engage, en cas d'apparition de produits similaires et substituables à ceux proposés dans le marché initial, uniquement s'ils sont innovants et/ou écologiquement plus respectueux de l'environnement que les produits proposés initialement, à proposer ces articles en cours d'exécution du présent marché, selon les conditions susmentionnées.

Article .8. Commandes

A titre indicatif

Une première commande de 25 unités et ses périphériques avant la fin de l'année présente devra être honorée.

Le titulaire s'engage à garder en stock au moins 3 unités pour remplacement en cas de produit défectueux malfaçon ou autre incident pouvant survenir lors de la livraison.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de **48 heures, (2 jours ouvrés)**, à compter de la date de réception d'un ordre de service désignant la quantité à livrer pour faire connaître ses observations éventuelles (Date de livraison, indisponibilité des produits, rupture de stock, retard de livraison, etc.)

Article .9. Durée Du Marché

Le marché est prévu pour **une durée de 12 mois**

Le début du marché interviendra à la signature de l'acte d'engagement, cependant la date de livraison intervient à la signature, **par les deux parties, de l'ordre de service**. Le prestataire recevra donc autant d'ordres de service que nécessaire jusqu'à épuisement du maximum noté à l'article 2-1. ou jusqu'au terme des 12 mois . Cependant un ordre de service peut intervenir jusqu'au dernier jour de la date limite du marché.

9-1 Responsabilité du titulaire

Les livraisons se font sous l'entière responsabilité du titulaire du marché, jusqu'au lieu de livraison, qu'elles soient effectuées par son propre personnel ou par un transporteur libéral.

En cas d'incident d'acheminement (disparition, détérioration, perte ou vol), le titulaire est tenu de fournir de nouvelles fournitures sans coût supplémentaire.

Les fournitures doivent être conformes aux commandes et livrées au SGAP Rue Gustave Charlery 97300 Cayenne.

Les livreurs doivent être équipés de matériel permettant une livraison aisée (chariot, transpalette, etc.). **Le titulaire ne peut requérir le concours du personnel de la DTPN pour le déchargement du matériel.**

La fourniture doit être présentée à la livraison, correctement emballée permettant un contrôle rapide et non ambigu.

Le bon de livraison doit mentionner le nombre exact de fourniture commandée, cependant si un nombre inférieur est livré, il en sera fait mention sur le bon de livraison. Le prestataire pourra facturer de façon globale au terme de la livraison ou partiellement selon la quantité livrée.

Article .10. Suivi du marché

Il est souhaitable que le candidat désigne, dans sa structure un interlocuteur unique pour le suivi du marché.

Une fois le titulaire désigné, il devra communiquer toutes les coordonnées utiles (téléphone fixe, portable, e-mail) aux services logistiques.

Article .11. Commandes produites par l'acheteur

Chaque commande désignera le nombre d'unité et la date approximative de la livraison.

Chaque commande sera faite à travers un ordre de service dématérialisé, l'acheteur s'engage à ne pas augmenter les quantités, il peut toutefois présenter une livraison partielle *cf paragraphe ci-dessus*. La livraison des unités manquantes ne devra pas excéder quinze (15) jours *cf article 8 du CCAP – RC Pénalités*

La personne publique peut à tout moment annuler un bon de commande, qu'il ait ou non reçu un commencement d'exécution ou le modifier en retranchant ou en ajoutant des quantités.

L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Cependant, l'administration doit rembourser les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution de la commande initiale. Le titulaire appuie sa demande de remboursement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations. L'indemnisation est strictement proportionnelle au pourcentage d'exécution des prestations annulées.

L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire soit par échanges dématérialisés ou supports électroniques, soit par tout autre moyen permettant de donner une date certaine de réception. L'arrêt d'exécution d'une commande ne vaut pas résiliation du marché.

Article .12. Confidentialité

Le titulaire du marché s'interdit de divulguer, de quelque manière que ce soit, toute information concernant le contenu de ses prestations, non plus que toute information ou document porté à sa connaissance dans le cadre de ces marchés et relatif à la police nationale, à son organisation, à ses activités et aux dispositions techniques des bâtiments.

Toute demande de publicité relative aux prestations faisant l'objet du présent marché, doit être transmise au chef du SGAP (Service Général de l'Administration de la Police).

Tout manquement à cette disposition est susceptible d'entraîner la rupture du marché, sans préjudice d'éventuelles poursuites civiles, pénales ou administratives.

Article .13. Pilotage Du Marché

Pilotage du marché entre service acheteur et services bénéficiaires :

	Service Commande Publique	Service Logistique SGAP
Signature, notification , avenants, résiliation, agrément des sous-traitants les cas échéants	Pilote	Informé
Supervision de la phase de lancement écriture des ordres de service	Pilote à la demande du service logistique	informé
Suivi de l'exécution	informé	Pilote
suivi des ordres de service (délais, livraison)	informé	Pilote
Application des pénalités	Pilote à la demande du service logistique	informé

Article .14. Dérogation aux documents généraux

Les articles du présent CCTP déroge aux articles suivants :

- Article du CCTP article 9 / article du CCAG FCS 3.7.2